

Les subsides

● (1640)

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur cette motion qui blâme le gouvernement de n'avoir pas tenu sa promesse d'atténuer les disparités économiques régionales. Je dois dire que ce blâme me paraît justifié parce que, au moment où le gouvernement a consolidé ses programmes et présenté une nouvelle mesure législative concernant l'expansion économique régionale, il a réduit les sommes destinées au Manitoba, surtout à la partie le nord de la province. En ce faisant, il a même, pour se faire du capital politique, tenté de mieux afficher aux yeux de tous sa générosité à l'égard des habitants de cette région. Il semble que, dans le développement économique, il ait accordé plus d'importance à la politique qu'aux besoins essentiels des personnes.

Au cours des dernières élections provinciales, la rumeur a couru partout au Manitoba que si quelqu'un voulait de l'argent du ministère de l'Expansion économique régionale, il lui suffisait d'aller voir le chef indien libéral de localité. Il a fallu l'intervention de nombre de personnes éclairées pour mettre un terme à ce type de favoritisme, pour faire comprendre qu'il ne mènerait nulle part et que le gouvernement ne pouvait être élu de cette manière.

Les gens sont beaucoup trop clairvoyants. Ils réclament des programmes et des politiques propres à résoudre leurs problèmes socio-économiques. La motion à l'étude parle des provinces de l'Atlantique. Bien que je sois du Manitoba, je me sens des affinités avec les gens de l'Atlantique, surtout en ce qui concerne l'aide dont ils ont besoin. Les centre-villes de l'Ouest ont réellement besoin d'aide. S'il y a une chose que le gouvernement pourrait faire pour favoriser le développement régional partout dans l'Ouest, ce serait de financer l'aménagement du centre de villes telles que Winnipeg, Regina et Saskatoon.

On a conçu un programme de réaménagement du centre-ville de Winnipeg qui prendra fin d'ici deux ans. Ce programme a été créé grâce à l'insistance des citoyens auprès du représentant libéral très en vue du Manitoba. Il est important que le gouvernement, quelle que soit son allégeance, commence à songer dès aujourd'hui aux fonds qu'il faudra verser pour réaliser ce programme de réaménagement à Winnipeg. Les participants à ces programmes ont déjà mis sur pied des garderies, des programmes de formation pour assurer la promotion sociale ainsi que des programmes d'habitation. Le problème principal tient surtout au manque de ressources. C'est ce qui fait justement l'objet du développement économique régional. Les pauvres en particulier ne pourront jamais s'en tirer à moins que le gouvernement ne prévoie les sommes nécessaires pour assurer le maintien de ces programmes. Ceux-ci contribuent à la justice sociale dans notre pays.

Je demande au gouvernement de renouveler son engagement à l'égard du développement régional, surtout en ce qui concerne le centre des villes, afin que les laissés pour compte de la société soient traités avec justice, que leurs enfants puissent fréquenter des écoles convenables et se bâtir un avenir. Le gouvernement doit aussi s'assurer que les personnes âgées habitant le centre des villes jouissent de la protection de la

police, aient des logements convenables et aient accès à des marchés d'alimentation à proximité. Oui, le gouvernement doit réaliser des choses importantes et concrètes en matière d'expansion économique régionale, dans les provinces atlantiques aussi bien que dans les centre-villes, notamment dans l'Ouest.

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester): Monsieur le Président, je suis ravi de participer à ce débat, qui touche à la fois à ma région et à la vôtre. Je félicite le député de Hillsborough (M. McMillan) d'avoir lancé le débat sur une question à laquelle il faut consacrer énormément d'attention par les temps qui courent.

L'une des raisons qui m'incitent à dire cela, c'est que récemment, les sept aspirants à la direction du parti libéral ont participé à une table ronde sur les politiques à Halifax. On aurait quasiment pu croire que les discussions avaient lieu sur la lune, à écouter ce qu'ils avaient à dire sur les problèmes du Canada de l'Atlantique. Ils ne semblaient pas savoir où ils étaient. L'un des principaux griefs de leurs partisans réels ou potentiels à Halifax, c'était que les problèmes des provinces de l'Atlantique semblaient tout à fait étrangers aux candidats libéraux. Ces derniers préféraient discuter des questions d'intérêt national, laissant de côté tout ce qui touche les régions. J'aurais cru que ces conférences politiques tenues d'un bout à l'autre du pays porteraient sur les problèmes régionaux. Sinon, pourquoi ne tiennent-ils pas toutes ces assemblées à Ottawa, au lieu de sillonner le pays pour discuter des questions d'intérêt national?

J'aurais aimé entendre ce que ces aspirants à la direction du pays avaient à dire sur ce qu'il adviendra de l'AEIE. Cet organisme a été une malédiction pour le Canada de l'Atlantique. Il a empêché beaucoup d'industries de venir s'installer dans notre région. Par exemple, dans ma circonscription, un employeur potentiel dans l'industrie du bleuets a renoncé à ses projets à cause des règlements de l'AEIE. Cette industrie est devenue très importante, non pas grâce à l'initiative du gouvernement fédéral, mais bien grâce à l'intervention des gouvernements provinciaux dans cette région. Ce secteur rapporte beaucoup de devises étrangères, ce qui est avantageux pour tous les Canadiens. Pourtant, il n'y a eu aucun discussion d'importance au sujet de l'AEIE ou de la nécessité d'attirer des capitaux dans l'industrie. Il importe peu de savoir d'où vient l'argent, pourvu que les entreprises qui s'implantent au Canada deviennent canadiennes et se conforment à nos règlements.

A cause du système qui est en vigueur actuellement, beaucoup d'investisseurs potentiels tournent le dos au Canada sans approfondir la question, à la suite de retards importants dans l'étude de leur demande. La situation s'est quelque peu améliorée, mais l'AEIE est un obstacle majeur quand il s'agit d'attirer de nouvelles entreprises dans la région de l'Atlantique. En ce qui me concerne, je crois qu'il faudrait réduire radicalement l'influence de cet organisme quant à l'implantation des usines. Ce sont les gouvernements provinciaux qui devraient décider si une entreprise donnée serait un atout ou un obstacle au développement de la province. Ils devraient remplacer le gouvernement fédéral dans le processus de prise de décision.